

RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES

*FIBOIS CENTRE VAL DE
LOIRE*

31/12/2023

..*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE
Association
Siège social : 2163 AVENUE DE LA POMME DE PIN
45075 ORLEANS CEDEX 2
SIRET : 40875052900039

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2023

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne 

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLÉANS, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,

Thomas VATINEL

Associé

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

| Actif | | Au 31/12/2023 | | | Au 31/12/2022 | | |
|------------------|--|--|---|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | | | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes | | | | | |
| | | TOTAL | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | Terrains Constructions Inst. techniques, mat.out.industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes | 13 915 | 12 768 | 1 147 | 1 701 | |
| | | TOTAL | 13 915 | 12 768 | 1 147 | 1 701 | |
| | | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| | Immobilisations financières ⁽²⁾ | Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres | 1 500 | | 1 500 | | |
| | | TOTAL | 1 500 | | 1 500 | | |
| | | Total I | 15 415 | 12 768 | 2 647 | 1 701 | |
| | Actif circulant | | Stocks et en cours | | | | |
| | | Créances ⁽³⁾ | Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres | 60 543 228 210 | | 60 543 228 210 | 58 083 393 329 |
| | | TOTAL | 288 753 | | 288 753 | 451 412 | |
| Divers | | Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾ | 458 896 872 | | 458 896 872 | 314 253 918 | |
| | | Total II | 748 521 | | 748 521 | 766 584 | |
| | Frais d'émission des emprunts III Primes de remboursement des emprunts IV Ecart de conversion Actif V | | | | | | |
| | TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | 763 937 | 12 768 | 751 168 | 768 286 | | |
| Renvois | (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | | |

2

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

| Passif | | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 |
|--|---|----------------|---------------|
| Fonds propres | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | | |
| Report à nouveau | 369 226 | 366 336 | |
| Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | -1 959 | 2 890 | |
| Situation nette (sous-total) | 367 267 | 369 226 | |
| Fonds propres consommables | | | |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Total I | 367 267 | 369 226 | |
| Autres fonds propres | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| Total I bis | | | |
| Fonds dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 234 935 | 245 437 |
| Total II | 234 935 | 245 437 | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| Total III | | | |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 58 946 | 51 627 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 90 019 | 87 194 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Instrument de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | | 14 800 | |
| Total IV | 148 966 | 153 622 | |
| Écart de conversion Passif V | | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | 751 168 | 768 286 | |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| | (2) Dont emprunts participatifs | | |

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|--|---|---|---|
| Produits d'exploitation | Cotisations | 58 860 | 32 260 |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| | Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i> | 31 053 | 26 259 |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 596 343 | 811 709 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 900 | 1 376 |
| | Utilisations des fonds dédiés | 245 437 | 225 065 |
| | Autres produits | 1 415 | 664 |
| | TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I | 934 009 | 1 097 335 |
| Charges d'exploitation | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes (1) | 211 233 | 342 869 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 1 990 | 2 213 |
| | Salaires et traitements | 364 794 | 369 032 |
| | Charges sociales | 126 480 | 132 248 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 1 254 | 1 728 |
| | Dotations aux provisions | | |
| | Reports en fonds dédiés | 234 935 | 245 437 |
| Autres charges | 9 | 2 151 | |
| | TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II | 940 698 | 1 095 681 |
| 1. Résultat d'exploitation (I-II) | | -6 688 | 1 653 |



FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|--|---|---|---|
| Produits financiers | De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 6 031 | 1 348 |
| | TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III | 6 031 | 1 348 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV | | |
| 2. Résultat financier (III-IV) | | 6 031 | 1 348 |
| 3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV) | | -657 | 3 002 |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | 212 |
| | TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V | | 212 |
| Charges exceptionnelles | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI | | |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | | | 212 |
| | Participation des salariés aux résultats VII | | |
| | Impôts sur les bénéfices VIII | 1 302 | 324 |
| Total des produits (I + III + V) | | 940 040 | 1 098 895 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | | 942 000 | 1 096 005 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | -1 959 | 2 890 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Contributions volontaires en nature | | | |
| | Dons en nature | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | | |
| | Total | | |
| Charges des contributions volontaires en nature | | | |
| | Secours en nature | | |
| | Mises à disposition gratuite de biens | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | | |
| | Total | | |

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Organiser et développer des relations professionnelles cohérentes et solidaires entre les différents acteurs de l'économie forestière et du bois.
- Développer la recherche et l'organisation de transferts technologiques vers les différents acteurs de la filière.
- Avoir vocation à être maître d'ouvrage d'études, d'expertises, de recherches ou d'opérations de formation, de développement ou de communication afin de promouvoir toutes les richesses naturelles et économiques de la filière.
- Etre étroitement associée aux travaux des instances, organisations publiques et privées, qui militent en faveur de l'emploi, de la formation, de la recherche et de l'économie sociale et culturelle où la forêt et le bois sont autant porteurs de nouveautés que de traditions.
- Contribuer au développement économique des entreprises industrielles, P.M.I., P.M.E. et artisanales de la filière.
- Apporter un concours actif aux prescripteurs, conseils, concepteurs et utilisateurs de bois d'oeuvre, bois d'industrie et bois énergie.
- Pour atteindre ces objectifs, l'Association pourra s'associer à d'autres interprofessions régionales ou tout autre partenaire ;

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités

En 2023, Fibois a mis en œuvre la stratégie et le programme d'actions définis dans le Plan Régional Forêt Bois 2019-2029, les CAP Filière Forêt Bois 2019-2023 et 2023-2027 établis avec le Conseil régional et la Convention ADEME 2021-2024. La stratégie de filière a vu son volet forestier renforcé dans le nouveau CAP Filière et s'est déployée selon quatre axes :

- Développer les marchés et l'utilisation des bois locaux,
- Appuyer les projets de développement des entreprises,
- Mobiliser plus de bois dans le cadre d'une gestion durable de la forêt et de son adaptation au changement climatique,
- Adapter la forêt au changement climatique.

Cette stratégie a été déployée auprès des maîtres d'ouvrages publics et privés, et de l'ensemble des acteurs de la filière forêt bois régionale.

3 Description des moyens mis en œuvre

21 actions ont été menées en 2023.

Fanny Flamermont a été recrutée pour développer l'utilisation du bois dans la construction en remplacement de Florence Grandchamp-Baroth qui a quittée Fibois.

Nous avons travaillé à la création d'un Pôle Bois Biosourcés à Tours pour faciliter la mise en oeuvre de la RE2020 dans le bâtiment. Nous avons signé un PACTE Bois Biosourcés avec 12 grands maîtres d'ouvrage pour identifier leurs intentions de construction avec les biosourcés, les former, les accompagner à leur bonne utilisation, et préparer les entreprises de construction bois à cette demande croissante.

L'observatoire des emplois et des métiers de la filière en partenariat avec Fibois France a été déployé par Paul Morisset qui a aussi accompagné le projet de recherche ARD Sycomore et sa déclinaison opérationnelle, ERABLE

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas eu d'évènements ou de faits significatifs sur l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènements ou de faits significatifs postérieurs à la clôture ✓

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-11

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.31

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

| Immobilisations | Valeur brut début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | | Valeur brute fin (D) | |
|-------------------------------|---|-------------------|-----------------|-----------|----------------------|--------|
| | | | Sorties | Virements | | |
| Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement Total I | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles Total II | | | | | |
| Immobilisations corporelles | Terrains | - | - | - | - | |
| | Constructions | - | - | - | - | |
| | Install. Tech., mat., outillage | 1 726 | - | - | 1 726 | |
| | Install. générales, ag. Am. divers | - | - | - | - | |
| | Matériel de transport | - | - | - | - | |
| | Mat bur., informatique, mobilier | 11 490 | 700 | - | - | 12 190 |
| | Immo. Corp. En cours | - | - | - | - | - |
| | Avances et acomptes | - | - | - | - | - |
| | Total III | 13 216 | 700 | | 13 916 | |
| Immobilisations financières | Participations | - | 1 500 | - | - | 1 500 |
| | Créances rattachées à des part. | - | - | - | - | - |
| | Autres titres immobilisés | - | - | - | - | - |
| | Prêts et autres immo. financières | - | - | - | - | - |
| | Total IV | | 1 500 | | 1 500 | |
| | Total général | 13 216 | 2 200 | | 15 416 | |

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

| Augmentations de l'exercice | Ventilation des augmentations | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------|---------|-----------|
| | Virements | | Entrées | | |
| | De poste à poste | Provenant de l'actif circulant | Acquisitions | Apports | Créations |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | 700 | | |
| Immobilisations financières | | | 1 500 | | |
| TOTAL | | | 2 200 | | |

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

| Diminutions de l'exercice | Ventilation des diminutions | | | | |
|-------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|----------|-----------|--------------------|
| | Virements | | Sorties | | |
| | De poste à poste | À destination de l'actif circulant | Cessions | Scissions | Mises hors service |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

| Immobilisations | | Amortissements début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Amortissements fin (D) |
|---------------------------------|--|--------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------|
| Amortissements incorporelles | Frais d'établissement Total I | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles Total II | | | | |
| Amortissements corporelles | Terrains | - | - | - | - |
| | Constructions | - | - | - | - |
| | Install. Tech., mat., outillage | 1 726 | - | - | 1 726 |
| | Install. générales, ag. Am. divers | - | - | - | - |
| | Matériel de transport | - | - | - | - |
| | Mat bur., informatique, mobilier | 9 788 | 1 254 | - | 11 043 |
| | Immo. Grevés de droits | - | - | - | - |
| | Total III | 11 514 | 1 254 | - | 12 768 |
| | Total général | 11 514 | 1 254 | - | 12 768 |

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

| Augmentations (Dotations) de l'exercice | Ventilation des dotations | | | |
|---|-------------------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------|
| | Compléments liés à une réévaluation | Sur éléments amortis selon mode linéaire | Sur éléments amortis selon autre mode | Dotations exceptionnelles |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 1 254 | | |
| TOTAL | | 1 254 | | |

| Catégories d'immobilisations | Postes du résultat avec dotation | | |
|-------------------------------|----------------------------------|-----------|--------------|
| | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Immobilisations corporelles | 1 254 | | |
| TOTAL | 1 254 | | |

6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

| Diminutions de l'exercice | Ventilation des diminutions | | |
|-------------------------------|---|----------------|---------------------------|
| | Éléments transférés à l'actif circulant | Éléments cédés | Éléments mis hors service |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Immobilisations corporelles | | | |
| TOTAL | | | |

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

| Type d'immobilisation | Mode | Durée |
|---|----------|------------|
| Installations techniques, matériel et outillage | Linéaire | 7 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 3 à 10 ans |

6.1.2.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

| Amortissement et dépréciation | Début de l'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Fin de l'exercice |
|-------------------------------|---------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|-------------------|
| | | Amortissement | Dépréciation | Amortissement | Dépréciation | |
| Incorporelles | - | - | - | - | - | - |
| Corporelles | 11 514 | 1 254 | - | - | - | 12 768 |
| TOTAL | | | | | | |

6.2 Actif circulant

6.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'exploitation s'élèvent à 872 €

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A L'OUVERTURE | AFFECTATION DU RESULTAT | AUGMENTATION | DIMINUTION OU CONSOMMATION | A LA CLOTURE |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 366 337 | 2 890 | | | 369 227 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 2 890 | -2 890 | | - 1 960 | - 1 960 |
| Situation nette | 369 227 | 0 | | - 1 960 | 367 267 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 369 227 | 0 | | - 1 960 | 367 267 |

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

| Variation des fonds dédiés issus de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisation | | | A la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|----------------|----------------|--------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursement | Transferts | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitations | 245 437 | 234 936 | 245 437 | | | 234 936 | |
| Subvention Conseil Régional Animation 2022 | 136 918 | | 136 918 | | | 0 | |
| Subvention Conseil Régional Environnement | 22 759 | | 22 759 | | | 0 | |
| Subvention ADEME 2022 | 55 760 | | 55 760 | | | 0 | |
| Subvention DRAAF 2022 | 30 000 | | 30 000 | | | 0 | |
| Subvention Conseil Régional CAP FORET BOIS 5G ACTIONS | | 49 504 | | | | 49 504 | |
| Subvention Conseil Régional CAP FORET BOIS 5G Animations et Sycomore | | 43 251 | | | | 43 251 | |
| Subvention Conseil Régional et FEDER Environnement | | 41 421 | | | | 41 421 | |
| Subvention ADEME 2023 | | 55 760 | | | | 55 760 | |
| Subvention DRAAF 2023 | | 45 000 | | | | 45 000 | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL | 245 437 | 234 936 | 245 437 | | | 234 936 | |

6.5 Dettes

6.5.1 Précisions sur d'autres dettes

6.5.1.1 Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance d'exploitation sur l'exercice.

6.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

| ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut | À 1 an au plus | À plus d'un an |
|-----------------------------|--|----------------|----------------|----------------|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | - | | |
| | Prêts | - | | |
| | Autres | - | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Créances Clients et Comptes rattachés | 60 543 | 60 543 | |
| | Autres | 228 210 | 228 210 | |
| Charges constatées d'avance | | 872 | 872 | |
| TOTAL | | 289 625 | 289 625 | |

| | |
|--|--|
| Prêts Accordés en cours d'exercice | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | |

| ÉTAT DES DETTES | | Montant brut | A 1 an au plus | A + d'1 an et 5 ans au + | A + de 5 ans |
|--|----------------------------|----------------|----------------|--------------------------|--------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | - | | | |
| Autres emprunts obligataires | | - | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | à 1 an maximum à l'origine | - | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | - | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 58 947 | 58 947 | | |
| Dettes fiscales et sociales | | 90 019 | 90 019 | | |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | | - | - | | |
| Autres dettes | | - | - | | |
| Produits constatés d'avance | | - | - | | |
| TOTAL | | 148 965 | 148 965 | | |

| | |
|--|--|
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | |
| Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture | |

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Produits de tiers financeurs

7.1.1.1 Subventions d'exploitation

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.1.2 Tableau des subventions et concours publics

| Nature du concours ou de la subvention | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | Caisse d'allocations familiales | Autres |
|--|------------------|---------|-----------------------------|---------------------------------|---------|
| Concours publics | | | | | |
| Subvention d'exploitation | | 168 400 | 275 726 | | 152 217 |
| Subvention d'investissement | | | | | |

7.2 Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent le temps passé par les membres du conseil d'administration pour la gouvernance de l'association. Ces contributions ne sont pas valorisées.

7.3 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

| | ORCOM |
|--|--------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 9 795 |
| Au titre d'autres prestations | |
| Honoraires totaux | 9 795 |

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE
Association
Siège social : 2163 AVENUE DE LA POMME DE PIN
45075 ORLEANS CEDEX 2
SIRET : 40875052900039

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

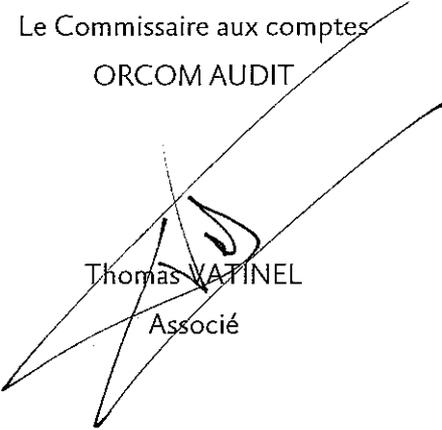
CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à ORLÉANS, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT



Thomas VATINEL

Associé